NIGER : DE L'ECHEC DEMOCRATIQUE A LA QUETE D'UN MODELE DE GOUVERNANCE ENDOGENE.

Zakari Yaou YAHAYA
Université Abdou Moumouni de Niamey-Niger
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH)
Département d'histoire
yahayazakariyaou1@gmail.com

Résumé

Depuis son indépendance en 1960, le Niger a connu une alternance entre régimes civils et militaires, démontrant les insuffisances de sa démocratie. Après l'instauration du multipartisme intégral en 1990, les espoirs d'une gouvernance fondée sur la participation du peuple ont rapidement été déçus. Les hommes politiques, principaux animateurs, souvent motivés par des intérêts égoïstes, n'ont pas su répondre aux attentes de la population,
Le coup d'Etat du 26 juillet 2023 s'inscrit dans ce contexte de rejet massif du régime civil par une population en quête de changement et de justice sociale. Ce renversement du pouvoir, largement soutenu par une écrasante majorité de la population nigérienne, est perçu comme une tentative de sauvegarde de la souveraineté nationale et de la défense de la patrie.
Face à cette crise, les aspirations du peuple épousent l'idée d'une refondation de la démocratie nigérienne, en l'adaptant aux réalités socio- historiques du Niger. Un modèle démocratique endogène fondé sur la justice sociale, la bonne gouvernance, la participation citoyenne, et l'intégration des structures traditionnelles, est non seulement recommandée mais perçu comme une nécessité.

Mots clés : *démocratie, obstacle, soutien populaire, coup d'Etat militaire, nouvelle gouvernance*

Abstract

Since gaining independence in 1960, Niger hs experienced an alternation between civilian and military regimes, highlighting the shortcomings of its democratic system.ollowing the adoption of full multipary democracy in 1990, hope for a governance rooted in popular partipation were quickly dashed.Poitical leaders,often driven by selfish interests, failed to meet the true aspirations of the people.
The July 26,2023 coup occurred with in this context of widespread rejecton of the civilian regime by a population loging forr change and social justice. This power shift, strongly supported by an overwhelming majority off the nigerien population is peceived as an attempt to safeguard national sovereignty and defend the homeland.
In reponse to this crisis, the people's aspirations align with the idea of rebilding Nigerian democracy, adapting in to the contry's socio- historical realities. An endogenous democratic model, based on social justice, good governance, citizen participation, and the integration of traditional structures, is recommended.

Keywords *:democracy, obstacle, popular support, miltary coup, new gouvernance.*

Introduction

Depuis le vent de la démocratisation qui a soufflé, à la suite du sommet de la Baule en 1990, plusieurs pays africains, dont le Niger, ont adopté le multipartisme dans l'espoir d'instaurer des régimes politiques plus représentatifs, participatifs, et en phase avec les vraies aspirations du peuple.

Cependant, après plusieurs années d'expérience démocratique, le Niger reste confronté à une instabilité politique récurrente, marquée par plusieurs coups d'Etat militaires, dont le plus récent en date est celui du 26 Juillet 2023. Ce renversement du pouvoir, largement soutenu par une écrasante majorité de la population nigérienne, est perçu comme une tentative de sauvegarde de la souveraineté nationale et de la défense de la patrie. De ce fait, ce coup d'Etat, soulève de nombreuses interrogations sur le fonctionnement de la démocratie nigérienne, et la capacité des gouvernants civils à répondre aux besoins fondamentaux des citoyens.

A travers cet article, nous proposons une analyse critique du parcours démocratique du Niger de 1990 à 2023. L'objectif est de comprendre l'adhésion populaire au coup d'Etat du 26 juillet 2023, et de proposer dans une vision prospective, des pistes de réformes adaptées aux réalités socioéconomiques du Niger pour son développent harmonieux et durable.

La méthodologie adaptée repose sur la collecte et l'analyse documentaire d'ouvrage, surtout écrits par des chercheurs nigériens, des sources institutionnelles et des discours publics. Les documents ont été analysés à l'aide d'une grille thématique et une attention particulière a été accordée à la triangulation pour garantir la fiabilité des sources.

L'article s'articule autour de quatre parties : la première partie fait le bilan critique de la démocratie nigérienne, la deuxième analyse les obstacles à son bon fonctionnement, la troisième examine les raisons du soutien au coup d'Etat du 26 juillet 2023, et enfin la quatrième partie fait des propositions pour la construction d'une gouvernance ancrée dans les réalités nationales.

I. La faillite de la démocratie Nigérienne

La démocratie, tire son origine du grec demokratia, qui signifie littéralement "gouvernement du peuple", incarne l'idéal selon lequel le pouvoir politique émane et doit servir le peuple. Comme l'a exprimé Abraham Lincoln, la démocratie est "le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple", soulignant ainsi son essence fondamentale centrée sur les intérêts et les droits des citoyens (Lincoln, 1863). Victor Hugo, quant à lui, a inscrit la démocratie dans une perspective humaniste et sociale, la considérant comme une force libératrice capable de promouvoir l'égalité et de défendre les droits des plus vulnérables.
Pour MAIKOREIMA, Zakaria (2017), la démocratie est l'une des meilleures voies pour garantir la justice sociale et le développement.
En tenant compte de toutes les préoccupations soulevées par ces chercheurs sur la démocratie, elle ne peut se réduire à l'organisation des élections, mais doit être évalué à l'aune de la satisfaction des aspirations populaires. Leurs idées posent de véritables problématiques dans les débats aujourd'hui sur le fonctionnement de la démocratie nigérienne.
Se référant à toutes ces réflexions menées par des grands chercheurs, on peut dire que la démocratie est un système dans lequel le peuple est non seulement acteur, mais aussi bénéficiaire des politiques publiques.
C'est dans ce cadre qu'au sommet de la Baule, le 21 Juin 1990, le Président Français François Mitterrand déclarait : *« Il est évident que l'aide traditionnelle sera plus tiède en face de régimes qui se comporteraient de manière autoritaire, sans accepter l'évolution vers la démocratie, et qu'elle sera enthousiaste pour ceux qui franchiraient ce pas avec courage et autant qu'il leur est possible »* (Christian Brié : 1991) in Monde diplomatique, 1991.

Après cette rencontre, qui réunissait la plupart des chefs d'Etat de l'Afrique francophone, ces derniers se sont engagés dans le processus de la démocratisation de leur pays. Au Niger, cet engagement s'est traduit par l'organisation de la Conférence Nationale Souveraine de 1991, qui marqua un tournant historique dans la vie politique du pays.

II. De l'enthousiasme à la déception

Les africains en général et les nigériens en particulier ont accueilli avec

enthousiasme l'avènement du multipartisme. Cet enthousiasme se retrouve dans les réflexions des éminents chercheurs. Ainsi, ELBACK, Adam (2015), a mis en évidence les raisons pour lesquelles les Africains, et plus spécifiquement les nigériens, ont vu dans la démocratisation des années 90 un espoir immense. Ce vent de liberté fut perçu comme un tournant salvateur, porteur d'avenir meilleur, de progrès, et d'accès aux droits fondamentaux. Selon Elback, l'Africain avait fondé un grand espoir dans la démocratie, considérée comme un phénomène libérateur, capable d'apporter au peuple un bonheur inédit. Il s'agissait d'un choix collectif, fait dans un contexte de grande détresse sociale, marqué par la pauvreté et la marginalisation. Ces peuples aspirent aux progrès, au développement et à la reconnaissance de leurs droits, tant individuels que collectifs.

Cependant, cet élan démocratique initial s'est heurté à une réalité politique désenchantée. Les partis politiques sont aujourd'hui fortement critiqués et contestés pour leur incapacité à répondre aux attentes des électeurs. C'est pourquoi, ELBACK, Adam affirme *« les mensonges dominaient les discours politiques, les promesses faites n'étaient que rideaux de fumée et de concussion, très fortement endémiques étaient structurelles et contre-productives » (2015, p.57).*

Quant à ABDOURAHAME, Oumarou Ly (2017), il a évoqué la démission des partis politiques nigériens dans leur rôle d'encadrement et de consolidation des valeurs citoyennes pourtant inscrites dans la charte des partis politiques. Ainsi, il soutient que les partis manquent de véritables programmes politiques et de projet de société cohérent.

Pour MAIKOREIMA, Zakaria (2017), les hommes politiques sont perçus comme les principaux responsables du retard du pays, en raison de leur comportement "pouvoiriste" à travers lequel ils se préoccupent davantage de leurs intérêts personnels que de ceux du peuple.

Pourtant, au Niger, d'après la Charte des partis politiques, ces derniers ont ***« l'obligation d'assurer la sensibilisation et la formation de leurs membres et de contribuer à la formation de l'opinion en vue de la préservation et de la consolidation de l'unité nationale, de la démocratie, de l'état de droit, de la paix, de la sécurité et du développement économique, social et culturel du Niger ».***

Mais, dans la pratique, rares sont les partis politiques au Niger ont joué leur rôle. Faute de moyens et de vision, la majorité d'entre eux sont

inactifs entre les scrutins. Ils attendent les périodes électorales pour se livrer à des calculs politiciens, à la recherche de coalition de circonstance .Sans projet de société clair ni programme politique clair, ces partis ne participent pas à l'enracinement de la démocratie.
A la lumière de tout ce constat, il est évident que les partis politiques au Niger n'ont pas joué leur rôle. Cette carence a compromis les perceptives d'une démocratie fonctionnelle. Le décalage entre les promesses politiques et la réalité vécue par les populations a engendré un profond sentiment de trahison et de frustration. La démocratie est donc perçue comme un système où une élite s'accapare les ressources de l'Etat, sans se soucier des besoins réels des populations. Cette pratique a conduit au désintéressement croissant, une démobilisation des électeurs, et même chez certains un rejet pur et simple de la démocratie. Et pourtant, malgré ce rejet, le taux de participation aux différentes élections organisées au Niger de 1993 à 2021 a évolué. Ainsi, ce taux est passé respectivement de 32,5% en 1993 à 40% en 1999 et à 62.91% en 2021, traduisant une volonté populaire persistante de s'exprimer par les urnes, malgré les multiples désillusions.
Pourtant, des tentatives ont été faites pour répondre aux attentes du peuple, notamment à travers le Programme Spécial du Président Tanja Mamadou et le Programme de la Renaissance du Président Issoufou Mahamadou. Mais ces initiatives, bien que louables, sont restées en deca des attentes massives du peuple, compte tenu d'un certain nombre d'obstacles.

III. Les obstacles à la démocratie Nigérienne

Au-delà de la responsabilité tant décriée qui ressort des différentes réflexions des partis politiques ou du moins de la classe politique dans la faillite de la démocratie nigérienne, cette dernière est confrontée à d'autres défis. Parmi les plus importants figurent l'analphabétisme, la pauvreté, l'extrême jeunesse de la population, le chômage, l'instrumentalisation de la justice. Le taux d'alphabétisation au Niger est l'u des plus faible au monde. En 2021, il était estimé à 35,6%, selon l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (20211/2022, INS).
La pauvreté, quant à elle, est aussi un frein à la démocratie. Elle se manifeste par l'absence de revenus suffisants pour satisfaire les besoins

fondamentaux, mais aussi par un manque d'accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité alimentaire et aux infrastructures de base. : » Comme l'a écrit Seeda (2004) : « La pauvreté est un état de dénuement individuel ou collectif qui place l'homme dans une situation de manque ou d'insatisfaction de ses besoins vitaux essentiels. »

Cette pauvreté, couplée à l'analphabétisme, pousse les électeurs à faire des choix basés plus sur des considérations subjectives comme des affinités familiales ou ethniques, ou sur des incitations matérielles immédiates, plutôt que sur des considérations plus objectives reposant sur des projets de société réfléchis et partagés.

Profitant de cette situation, les hommes politiques font de manière timide la campagne autour de leur programme et de leur vision de la gestion des affaires publiques. Comme le souligne IBRAHIM, Assane Mayaki (1999), l'engagement au sein des partis politiques est souvent motivé par des avantages personnels.

Un autre obstacle à la démocratie nigérienne est la dépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir exécutif. Alors qu'elle devait être le pilier d'un Etat e droit, la justice nigérienne est souvent perçue comme inféodée aux gouvernants. Cela alimente la frustration populaire et un profond sentiment d'injustice.

En outre, la prolifération des partis politiques a contribué à la fragmentation du champ politique sans pour autant favoriser l'enracinement de la démocratie. Beaucoup de partis sont des « coquilles vides », crées dans une logique de positionnement et d'opportunisme, plutôt que de conviction politique.

Selon **Jean-Pierre Olivier de Sardan(2019)**, aujourd'hui, au Niger, la politique des partis et de la démocratie, caractérisée par des affrontements incessants entre politiciens, avec de fréquents changements de camp, est rejeté par la population. Ces conflits de proximité sont nommés par un terme emprunté aux conflits familiaux, qui s'applique aux relations de jalousie entre demi-frères, à savoir les *baab-izey*. ». Dans cette perspective, l'unité nationale, la cohésion sociale sont mises à rude épreuve par le comportement des populations qui se retrouvent au nom de la démocratie opposées les unes aux autres. Ainsi, la démocratie est considérée comme un facteur de division du peuple jusqu'au niveau de la cellule familiale.

Toujours selon **Jean-Pierre Olivier de Sardan (2019), l**e microcosme politique nigérien est confronté à des rivalités internes semblables où les camarades d'aujourd'hui deviennent demain des ennemis.
Cette situation est aussi bien analysée dans un autre article de **Jean-Pierre Olivier de Sardan (2016), dans** lequel il disait : « Tout pouvoir politique au Niger, quel qu'il soit, se heurte à une série de contraintes et de pesanteurs, qui limitent ses marges de manœuvres et ses capacités. Ce sont, en quelque sorte, autant de prisons. Le rejet de la classe politique par une très grande partie de la population (rejet largement sous-estimé par les principaux partis politiques, qui n'en mesurent pas l'ampleur, et croient être les représentants du pays réel alors même que celui-ci n'a plus confiance en eux) est une conséquence directe de ces prisons qui enferment le pouvoir : qui croit vraiment encore aux promesses des politiciens ?
Aujourd'hui, le résultat est que le mot »politik », en zarma, signifie discorde, querelles sans fin, conflits et rivalités, il équivaut à fitina, baab-ize tarey, dan unbanci. Cette dérive de la démocratie nigérienne fait que les nostalgiques de la dictature de Seyni Kountché, d'un côté, les partisans d'un régime islamiste, sont hélas de plus en plus nombreux. Ces quatre prisons ont pour gardiens respectifs : les grands commerçants ; les militants, alliés et courtisans ; les bureaucrates ; les experts internationaux.
A cela s'ajoute la faillite de la Société Civile. En effet, cette dernière, notamment les syndicats qui ont joué un rôle important pour la Conférence Nationale Souveraine (CNS) et les années suivantes parce qu'ils étaient unis, mais se sont, par la suite, divisés (par égoïsme) et l'impact de leur lutte rendu faible voire nul sur la gouvernance nationale. Les autres se sont rapprochés des partis politiques dans un premier temps pour des luttes nobles (FRDD), puis sont restés ensemble après l'accession au pouvoir et certains ont fini par s'assimiler. La société civile, donc bien qu'elle ait joué un rôle important dans l'instauration du multipartisme, reste fragmentée et souvent instrumentalisée par les partis politiques et les élites économiques. Ainsi, malgré leur volonté de défendre les intérêts des citoyens, peinent à se structurer de manière indépendante et à exercer une influence significative sur les décisions politiques. Aujourd'hui, il n'est pas rare d'entendre au Niger 'la société civile proche de l'opposition' et' celle proche du pouvoir'.

La chefferie traditionnelle quant à elle, malgré sa place importante dans la vie politique et sociale du Niger, reste aujourd'hui souvent critiquée pour son rôle ambigu dans le maintien de l'ordre démocratique. D'une part, les chefs traditionnels sont perçus comme des garants de la culture et des valeurs locales ; d'autre part, ils sont accusés de collaborer avec les pouvoirs en place pour préserver leurs privilèges. Cette dualité pose des défis majeurs à la consolidation d'une démocratie véritablement représentative et inclusive. Sa politisation limite malheureusement son rôle de recours devant la faillite du système ou des systèmes jusque-là expérimentés par le Niger. Tous ces obstacles, ont conduit régulièrement à l'intervention de l'armée sur la scène politique provoquant ainsi l'interruption du processus démocratique au Niger.

IV. Interruption du Processus Démocratique par les Militaires et soutien Populaire

4.1. Les raisons du coup d'État

Le coup d'État du 26 juillet 2023 au Niger, mené par les militaires et mettant fin au régime du Président Bazoum Mohamed, élu en 2021 pour un mandat de cinq ans. Il s'inscrit dans une longue tradition d'instabilité politique, marquée par l'alternance entre les gouvernements civils et régimes militaires. Ce n'est pas une première dans l'histoire du Niger, mais le contexte et la nature du soutien populaire qu'il a suscité sont inédits

Les militaires ont justifié leur action par. la détérioration continue de la situation sécuritaire, notamment dans les zones frontalières soumises aux attaques récurrentes des groupes armés terroristes. Ils ont également dénoncé la mauvaise gouvernance, la corruption, la gestion népotique d l'Etat, ainsi que l'incapacité des autorités à répondre aux besoins fondamentaux des populations.

Selon leur déclaration officielle : « La détérioration continue de la situation sécuritaire et la mauvaise gouvernance économique et sociale ne nous laissent pas d'autre choix que de mettre fin au régime »

A travers cette déclaration, les militaires ont affirmé leur volonté de restaurer la souveraineté nationale, reformer l'Etat, et rétablir la dignité du peuple nigérien.

4.2. Le soutien populaire

Le coup d'Etat du 26 juillet 2023, a rapidement bénéficié d'un soutien massif d'une large frange de la population nigérienne. Ce soutien populaire au coup d'État peut s'expliquer par plusieurs facteurs : la déception et la désillusion face aux promesses non tenues, la détérioration des conditions de vie des populations, la corruption et le détournement des deniers publics, la montée des groupes terroristes qui endeuillent les familles nigériennes, l'absence de libertés publiques, et la dislocation des partis politiques au profit du parti au pouvoir. Toutes ces frustrations ont été décriées par la société civile et l'opposition politique, malheureusement sans suite.

Ce contexte de colère généralisée a servi de levier aux militaires pour mobiliser l'opinion publique autour d'un nouveau narratif : celui de la défense de la souveraineté nationale.

Par ailleurs, la question du départ des forces étrangères stationnées illégalement dans le pays, les sanctions de la CEDEAO, et la volonté d'une intervention militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel ont exacerbé un engouement populaire autour d'un objectif commun : la sauvegarde de la patrie. La remise en cause des accords militaires et économiques avec la France, considérée comme le principal soutien du régime en place, a également joué un rôle important dans la mobilisation populaire. Le slogan populaire « Labou Sanni » en langue locale Zarma ou « Zantchen Kassa » en langue locale Haoussa, signifiant « sauvegarde de la patrie ou patriotisme », a été adopté et est devenu le cri de ralliement d'un peuple en quête de dignité et de justice.

Ces objectifs poursuivis par les militaires ont fait naître au Niger un sentiment patriotique et une unité nationale tant recherchée. Cela est appuyé par le nouvel hymne national aux accents patriotiques et dont le contenu cadre bien avec les objectifs du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), a renforcé cette dynamique d'unité nationale autour des idéaux de souveraineté, de sacrifice et de résistance à l'ingérence extérieure.

Ce soutien s'est traduit par des manifestations qui ont été organisées dans les villes comme dans les campagnes nigériennes en soutien aux militaires. Des prières, des marches, et des meetings ont été organisés pour soutenir le CNSP et pousser les armées étrangères, notamment celles de la France et des USA, à quitter le territoire. Ce soutien populaire

s'observe également dans certains pays de la sous-région, notamment le Mali et le Burkina Faso, où les coups d'État ont également reçu un soutien populaire en raison de l'inefficacité de la classe politique.
La souveraineté est inaliénable et indivisible. Cela signifie que le pouvoir législatif appartient au peuple, et que toute loi doit être approuvée directement par les citoyens. C'est pour cette raison que les concepts de souveraineté nationale et de patrie ont fait naître chez les Nigériens un sentiment patriotique, comme en atteste l'engouement suscité par la création d'un Fonds de Solidarité pour la Sauvegarde de la Patrie et la mobilisation pour le départ des forces étrangères du territoire national. Les Nigériens de toutes les couches socio-professionnelles, des villes comme des campagnes, ont participé et continuent d'apporter leur modeste contribution dans la construction du pays dans une perspective de souveraineté et de la sauvegarde de la patrie. Cette adhésion populaire au coup d'Etat du 26 Juillet n'est-il pas une autre forme de démocratie adaptée aux réalités du Niger ?
Cette interrogation mérite d'être sérieusement analysée dans la perspective d'un projet national qui réconcilie la légitimité populaire avec l'exigence de stabilité institutionnelle, en dépassant les schémas classiques de démocratie formelle pour construire un modèle basé sur la justice sociale, la souveraineté et la participation réelle du peuple.

V. La Construction d'une Démocratie Véritable au Niger

Tous ces défis soulignent l'importance de la bonne gouvernance pour l'avenir du Niger. La construction d'une démocratie véritable doit commencer par un examen approfondi de la culture démocratique au Niger. Pour envisager un développement durable, il est impératif de renforcer les institutions démocratiques afin qu'elles répondent mieux aux besoins et aux aspirations de la population. Cela passe par la promotion de la transparence, le renforcement de l'État de droit, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance pour assurer une meilleure gestion des ressources publiques et une plus grande efficacité des politiques de développement.
Il est aussi fondamental de lutter contre l'analphabétisme, de réformer les textes régissant les partis politiques et de garantir l'indépendance de la justice. L'élection du procureur par ses pairs pour un mandat déterminé pourrait remplacer sa nomination par le Président de la République. De

plus, il est essentiel d'élargir ces réformes à l'ensemble de l'administration publique en effectuant un véritable état des lieux, ce qui devrait aboutir à des réformes structurelles profondes. Compte tenu de son rôle important dans la conception et la mise en œuvre de toute politique publique, une administration publique efficace est à construire.

En intégrant ces réformes, le Niger pourrait répondre aux aspirations des populations. Avec une population en forte croissance, des menaces sécuritaires, un territoire mal maîtrisé, un chômage des jeunes endémique, et une économie dominée par le secteur primaire tributaire des aléas climatiques, la prospective aidera à planifier les besoins des populations pour un développement durable en infrastructure, éducation, santé, agriculture, élevage etc.

Dans cette perspective, l'élaboration et la mise en œuvre d'un Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) doit être une priorité nationale. Cet outil de planification structurerait tous les investissements du pays de manière harmonieuse, équilibrée et réfléchie. Il permettrait au Niger de s'engager dans un développement endogène, fondé sur une analyse sérieuse et approfondie des réalités socio-politiques et économiques locales. Aucun modèle de développement importé ne peut être efficacement appliqué sans tenir compte des spécificités locales.

La démocratie étant un idéal, elle ne doit pas donc être figée, elle doit être dynamique, évolutive pour qu'elle puisse être véritablement le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. Dans cette perspective, la démocratie nigérienne doit être adaptée aux réalités historiques du Niger. Intégrer les aspects positifs tirés de nos systèmes politiques traditionnels peut améliorer significativement notre démocratie. Par exemple, l'histoire du Katsina, où un conseil de sage veille au bon fonctionnement du pouvoir politique et limite significativement les abus du chef, peut inspirer des réformes. Ce rôle peut être dévolu à la société civile, à la chefferie traditionnelle et aux responsables religieux dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale, et une Assemblée constituée des représentants élus de toutes les couches socio-professionnelles du Niger peut être mise en place. Cela garantirait que l'Assemblée ne soit plus une caisse d'enregistrement au service de la majorité présidentielle, mais qu'elle défende les populations dans toutes leurs diversités. Dans cette dynamique, la chefferie traditionnelle doit être reformée. Elle doit avoir des pouvoirs plus élargis dépassant son rôle traditionnel d'auxiliaire de

l'administration, rôle qui lui a été dévolu depuis la colonisation pour satisfaire les intérêts du colonisateur. Elle doit retrouver son rôle garant de l'unité et de l'intégrité du territoire.
Des assemblées locales doivent également être instaurées pour débattre des questions purement locales en fonction de leurs spécificités. Toutes les politiques de développement économique et social du pays doivent être construites autour de ces problèmes spécifiques.

Conclusion

Le coup d'Etat du 26 juillet 2023 révèle la profonde crise de confiance entre le peuple nigérien et ses institutions démocratiques. Il symbolise un rejet des élites politiques déconnectées des réalités et une aspiration forte à la souveraineté nationale. Cette rupture doit marquer le début d'un renouveau démocratique.
Pour cela, le Niger doit bâtir une démocratie endogène, plus juste, plus proche du peuple, plus inclusive. Une démocratie où la justice est indépendante, les partis politiques responsables, les citoyens éduqués et impliqués, et les autorités traditionnelles pleinement intégrées au processus de gouvernance. L'étude constitue ainsi un outil de réflexion et d'action pour les décideurs, chercheurs et acteurs de la société civile en quête de stabilité et de développement durable, en proposant des reformes concrètes et des pistes de réflexion utiles pour repenser les institutions démocratiques au Niger.

Bibliographie

ABDOURAMANE Oumarou Ly, 2017. *Partis politique, démocratie et Etat de droit en Afrique* : cas du Niger, Harmattan, Paris
ELBACK Adam, 2015. *Les fondements de la démocratie en Afrique subsaharienne*, Etude Nigérienne N 071, Niamey
MAIKOREMA Zakaria, 2017. *L'expérience démocratique à la Nigérienne (1990-2016), Ma part de vérité,* Niamey, Gashinga, Niamey
IBRAHIM HASSANE Mayaki, 1999. *La caravane passe…,* odilan Media, Paris
Jean Pierre Olivier de Sardan, 2015, *« les quatre prisons du pouvoir »* in « Le républicain », le 31 décembre 2015.

Jean Pierre Olivier de Sardan, 2019, « *les conflits de proximité et crise de la démocratie au Niger : de la famille à la classe politique »,* in Cahiers de Etudes Africaines, 234/2019, pp 404-425.

Webographie